

Le Panorama de presse quotidien de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

28 octobre 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(6 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

Bertrand conseille de parler davantage de pouvoir d'achat et d'investissements (429 mots)

par matthieu verrier mverrier@lavoixdunord.fr paris. Quel Xavier Bertrand a répondu à la Fondation Concorde(1) mercredi soi...

Page 8

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

La mutuelle Just serre les dents mais serre aussi les mains

(302 mots)

Par Diane Lenglet dlenglet@lavoixdunord.fr Valenciennes. Voici une dizaine d'années que l'ancienne clinique Oudar ne savait...

Page 9

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

« Coup de colère »(319 mots)

C'était annoncé sur les invitations presse : Philippe Mixe, président de Just mais aussi de la fédération nationale des mutu...

Page 10

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 28 octobre
2016

Gaz : plus d'un an de retard pour le terminal d'EDF à Dunkerque (624 mots)

Initialement prévu pour mi-2015, le démarrage commercial du terminal métha...

Page 11

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 28 octobre
2016

La consommation de la France va baisser de 16,5 % d'ici à 2035

(133 mots)

Selon le tout premier rapport sur le sujet, établi par les opérateurs d'infrastructures de gaz (GRDF, GRTgaz, SPEGNN et TIGF) dans le cadre...

Page 13

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

vendredi 28 octobre
2016

La réforme financière des pôles doit aboutir à la fin 2016

(645 mots)

Annoncée pour la fin juin par Emmanuel Macron, la réforme des pôles de com...

Page 14

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

Un « Café de l'Europe » pour casser les idées reçues (250 mots)

VALENCIENNES. Le conseil régional veut «décrypter les fonds européens à travers un événement grand public sur l'ensemble du...

Page 16

Un grand merci à l'Union européenne (334 mots)

À Soissons, le passé et le présent forment une belle continuité. La Cité de la musique et de la danse, inaugurée en février ...

Page 17

La nouvelle crèche fait le plein (379 mots)

La toute nouvelle crèche des Courtes Flèches de Flixecourt a été inaugurée mercredi matin, en présence de la secrétaire d'E...

Page 18

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...(7 articles)

Région et SNCF rassurent (juste un peu) les usagers des TER

(469 mots)

Par Hubert Féret arras@lavoixdunord.fr PAS-DE-CALAIS. Deux petites heures de réunion. Évidemment trop court pour évoquer to...

Page 20

En chiffres (267 mots)

142. Comme le nombre de gares dans la région Hauts-de-France : 73 dans le Nord - Pas-de-Calais, 69 en Picardie. On comptabil...

Page 21

Pleins phares sur la sécurité (198 mots)

La sécurité. C'est l'un des dadas de Gérald Darmanin, vice-président de la Région en charge des transports. Entre 2017 et 2...

Page 22

Quelques projets pour 2017 (72 mots)

- Travaux de requalification des abords de gares prévus en gares d'Hénin-Beaumont, Libercourt, Étaples-Le-Touquet et Béthun...

Page 23

Quatre ans de galère pour que l'étoile de Saint-Pol brille trente ans de plus (580 mots)

Par Hubert Féret arras@lavoixdunord.fr Arrageois/Ternois/Montreuillois. Ils étaient venus pour ça. Ces élus du Ternois et d...

Page 24

À nous de vous faire préférer... le car ? (229 mots)

Et après...« On veut bien faire l'effort de manger sur un coin de table pendant les travaux dans la cuisine, souligne, tou...

Page 25

La ville en lice pour l'obtention de la 4e fleur (159 mots)

DOUAI. Le jury régional des villes et villages fleuris a décidé de proposer Douai pour l'obtention de la 4e fleur au niveau...

Page 26

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(1 article)


vendredi 28 octobre
2016

Investir pour garder les services publics (528 mots)

Un jeu de chaises musicales et financières pour donner du confort à deux institutions que la Ville n'a pas envie de voir pa...

Page 28

VP8 - CULTURE

(2 articles)


vendredi 28 octobre
2016

Un journal, des précisions

...
...

Page 30


vendredi 28 octobre
2016

Un prix pour l'anneau de la mémoire (110 mots)

Le mémorial de Notre-Dame-de-Lorette vient de recevoir, à Philadelphie, le prix de l'American Concrete Institute, qui récom...

Page 31

VP11 - LYCÉES

(3 articles)


vendredi 28 octobre
2016

Lomme sur le point de créer un lycée de la nouvelle chance

(557 mots)

PAR CAROLE MOCELLIN lambersart@lavoixdunord.fr LOMME. 1État du projet
Le maire Roger Vicot et Olivier Caremelle, adjoint à ...

Page 33


vendredi 28 octobre
2016

Seulement sept lycées en France (229 mots)

Le lycée de la nouvelle chance est un dispositif qui date d'une quinzaine d'années. Il y en a sept en France selon l'ONISEP...

Page 34


vendredi 28 octobre
2016

En chiffres (70 mots)

97,5 à 100%... de réussite au baccalauréat pro en 2016. C'est le taux de réussite affiché par le lycée de la nouvelle chan...

Page 35

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(1 article)

LesEchos

vendredi 28 octobre
2016

Hollande offre 1 milliard aux quartiers (342 mots)

« Cela faisait des années que nous demandions le retour de l'Etat dans le ...

Page 37

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

Le Monde

vendredi 28 octobre
2016

A Calais, l'agonie de la « jungle »(1102 mots)

Les restaurants afghans de l'avenue principale de la « jungle » ne sont plus que des amas de cendres. Les épiceries pakista...

Page 39

Le Monde

vendredi 28 octobre
2016

Morts en Méditerranée : « Le bilan le plus élevé jamais enregistré »(103 mots)

Vingt-neuf migrants ont été retrouvés morts en Méditerranée dans la nuit de mardi à mercredi 26 octobre. " Nous pouvons co...

Page 41

DIVERS

(2 articles)

**Courrier
picard**

vendredi 28 octobre
2016

service des démineurs : réorganisation explosive (596 mots)

La fin de l'arrachage des pommes de terre en Haute-Somme et en Santerre s'accompagne d'une récolte aussi étrange qu'inquiét...

Page 43

**Courrier
picard**

vendredi 28 octobre
2016

« Une modernisation du service » qui laisse sceptique (314 mots)

Dans le contexte des attentats et des menaces terroristes, les démineurs des grandes villes, des centres comme Versailles, ...

Page 44

POLITIQUE NATIONALE

(4 articles)

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

Pour son étape armentéroise, Bruno Le Maire passe de l'usine au café (416 mots)

Page 46

PAR CHRISTELLE JEUDY armentieres@lavoixdunord.fr armentières. 15 h 30 devant Beck-Crespel, une voiture se gare sur le parki...

Aujourd'hui
en France

vendredi 28 octobre
2016

Le ni-ni à deux vitesses de Sarkozy (367 mots)

Page 47

Le ni-ni, c'est fini ? Hier matin, Nicolas Sarkozy semble avoir quelque peu infléchi sa doctrine concernant le « ni PS ni FN » en ca...

Le Monde

vendredi 28 octobre
2016

Le FN fait le ménage dans ses fédérations (1120 mots)

Page 48

Jean-Lin Lacapelle, le secrétaire national chargé des fédérations au Front national, a gagné un surnom qui le fait sourire ...

Le Monde

vendredi 28 octobre
2016

Marseille : vent de fronde à l'extrême droite contre Ravier

Page 50

(606 mots)

Quatre adjoints dont les deux premiers de sa mairie, cinq conseillers municipaux sur vingt, six conseillers d'arrondissement...

VIE DES RÉGIONS

(1 article)

LA VOIX DU NORD

vendredi 28 octobre
2016

Qualité de vie : c'est comment, dans les Hauts-de-France ?

Page 52

(447 mots)

Par Alice Bonvoisin abonvoisin@lavoixdunord.fr Région. - Pourquoi cette étude sur la qualité de vie dans les Hauts-de-Franc...

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Bertrand conseille de parler davantage de pouvoir d'achat et d'investissements

Par matthieu verrier mverrier@lavoixdunord.fr paris. Quel Xavier Bertrand a répondu à la Fondation Concorde(1) mercredi soir? Le président de Région? Assurément, à entendre la défense de son action. Il vante sa politique pour l'emploi avec un bilan affiché à 50 000 emplois, il parle de l'alignement du tarif de la vignette dans le Nord - Pas-de-Calais sur celui, plus bas, de Picardie, ou d'une aide à la garde d'enfants pour les parents travaillant. Interrogé sur les données personnelles en termes de santé, il annonce que la Région va financer une partie d'une chaire universitaire sur le transhumanisme (2). À l'État, il demande des marges de manœuvre, comme une expérimentation sur les règles appliquées aux apprentis. Est-ce l'ex-candidat à la présidentielle qui s'exprime? Xavier Bertrand a

remballé ses ambitions, pas toutes ses réflexions. Il aurait aimé introduire quelques idées dans le débat. La baisse des dépenses publiques? « Une politique de comptable », balaie-t-il, en insistant davantage sur les investissements et le pouvoir d'achat. « Un pays dans lequel ceux qui gagnent un peu au-dessus du SMIC n'arrivent pas à s'en sortir, c'est un pays qui ne tourne pas rond », insiste-t-il. Futur soutien d'un candidat? Son choix n'est « pas fait à 100% ». Si on sent un certain intérêt pour Nathalie Kosciusko-Morizet sur les questions de nouvelles formes de marché du travail, il nuance immédiatement en insistant sur la permanence de l'industrie et de son salariat. Une critique sur les « expressions très fortes et le ton stigmatisant » élimine Nicolas Sarkozy des pronostics. Quoi qu'il en soit,

l'enthousiasme ne sera pas formidable. Pour la plupart, ce sont « des projets que les candidats rêvaient de voir appliqués depuis 2012 mais ce ne sont pas, à mon sens, les projets dont a besoin le pays pour les dix ou quinze ans qui viennent », lâche-t-il. Ne voyez là, prie-t-il, aucune aigreur de n'être plus dans la compétition. 1. La Fondation Concorde est un groupe de réflexion fondé en 1997 par des universitaires et des hommes et femmes d'entreprise. Elle rassemble plus de 2 500 membres et plusieurs dizaines d'experts qui formulent des propositions, transmises ensuite aux décideurs politiques. 2. Le transhumanisme, technologie aidant, vise à allonger la durée de vie en bonne santé. ■



ENCORE SOUTENU PAR LA GAUCHE

Peut-être est-ce le futur Premier ministre qui s'exprime devant la Fondation Concorde. L'IFOP, en partenariat avec *La Voix du Nord*, a demandé leur avis aux habitants de la région. Ils sont 40 % à plébisciter Xavier Bertrand à Matignon, 56 % chez les sympathisants LR. L'homme conserve une bonne image auprès de ses électeurs, y compris à gauche. Ceux qui ont voté Pierre de Saintignon en 2015 sont 62 % à penser qu'il est capable de réformer la région, 60 % qu'il tient ses engagements et 56 % qu'il représente bien les Hauts-de-France. Cet attachement maintenu de la gauche assure à l'élu LR une bonne cote générale. Il est compétent pour 58 % des personnes interrogées, dont 49 % des électeurs FN de 2015, et honnête pour 59 % (46 % pour les votants FN). En revanche, seuls 9 % des sondés considèrent que la situation s'est améliorée dans la région.

Futur Premier ministre ? Le sondeur Frédéric Dabi évoque la question. « *Nous sommes dans la politique-fiction* », précise-t-il. Bertrand approuve par de grands hochements de tête pour démentir toute ambition.

• L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 967 personnes âgées de 18 ans et plus représentatif de la région Hauts-de-France.



Xavier Bertrand vante sa politique pour l'emploi mais demande des marges de manœuvre à l'état. PH. ARCHIVES STÉPHANE MORTAGNE

u

La mutuelle Just serre les dents mais serre aussi les mains

Par Diane Lenglet dlenglet@lavoixdunord.fr Valenciennes. Voici une dizaine d'années que l'ancienne clinique Oudar ne savait pas quoi devenir, si ce n'est « une verrue urbaine » comme la désignait le maire, Laurent Degallaix. Elle a profité de l'envie de la mutuelle Just de recentrer ses services pour s'offrir des travaux de six millions d'euros et un résultat bluffant. Allure des plus modernes, agencement pratique : tout est fait pour mettre en valeur l'immense bâtiment de quatre étages qui, en plus des services de la mutuelle Just, accueille

désormais un sophrologue, trois kinés... et un tout nouveau centre de mouvement pour la santé. Just est pionnière dans ce domaine de l'aide au retour au sport et a profité de l'inauguration d'hier pour annoncer qu'elle comptait bien le rester. « Il vaut mieux donner 40 euros aux adhérents pour les aider à financer une pratique sportive que d'en verser le triple dans dix ans parce qu'ils iront mal », a expliqué le président Philippe Mixe qui fait sien le fameux adage stipulant qu'il vaut « mieux prévenir que guérir ». Laurent Degallaix, maire de Valenciennes, et Xa-

vier Bertrand, président de Région, ont blagué sur les séances de gym qui les attendaient après la coupure de ruban. En fait, le nouveau centre sera mis à disposition des personnes qui ont besoin d'être remises en douceur à la pratique sportive, après un accident ou une trop longue sédentarisation. Just prévoit aussi d'envoyer dans les communes et même à domicile ses coaches avec du matériel itinérant pour venir vers ceux qui ne pourraient pas se déplacer à Valenciennes. ■



« Coup de colère »

C'était annoncé sur les invitations presse : Philippe Mixe, président de Just mais aussi de la fédération nationale des mutuelles indépendantes, allait profiter de l'inauguration pour avoir « un coup de colère ». En voici les grandes lignes...

Contraintes

« Notre modèle mutualiste est mis à mal par de nouvelles contraintes, des obligations absurdes qui nous pénalisent. On tape souvent sur l'Europe, mais je n'ai rien à dire sur ses textes sauf que, transposés en droit français, cela devient absurde. »

Péril

« Ils ne le disent pas mais c'est la fin des mutuelles qu'ils veulent pour ne

garder que quelques grands groupes. C'est comme s'il ne devait rester que trois grandes boulangeries industrielles et qu'on empêchait les boulangers de quartier de travailler. »

Liberté

« La CMU, l'Aide à la complémentaire santé, la mutuelle obligatoire pour les salariés... L'État nous dicte ce que nous devons proposer aux gens. Que devient notre liberté, la liberté de nos adhérents de s'organiser eux-mêmes ? »

Deux vitesses

« La fin de la mutualisation, c'est une médecine à deux vitesses qui ne profite qu'à ceux qui pourront payer. »

Militantisme

« Les mutuelles ne peuvent pas résilier un contrat ; les grands groupes d'assurance, si. Leur contrat est renouvelable tous les ans, nous, c'est en viager. Choisir son intérêt immédiat, c'est voir à court terme. Il va falloir travailler dur, militer pour nos valeurs mutualistes dans une société Kleenex© où les associations ont du mal à trouver des bénévoles... »

Locale

« La plate-forme téléphonique, elle est à Valenciennes, et pas à des milliers de kilomètres. La gestion, elle est ici aussi. Les agences ? Elles sont en dur. Ça coûte cher, mais c'est essentiel pour le contact avec les adhérents et la qualité du service. » ■



Gaz : plus d'un an de retard pour le terminal d'EDF à Dunkerque

Un accident survenu cet été a provoqué un nouveau délai de trois mois, décalant le démarrage à décembre.

Initialement prévu pour mi-2015, le démarrage commercial du terminal méthanier d'EDF à Dunkerque n'interviendra finalement pas avant décembre 2016. Après un premier retard de plus de six mois lié à l'accident d'un tunnelier, en 2014, puis divers retards de chantier ayant décalé la date annoncée de fin 2015 à septembre 2016, c'est cette fois un accident survenu lors des essais, fin juillet, qui provoque un nouveau délai.

Alors que le terminal avait reçu ses premières livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) le 8 juillet et que le prestataire espagnol TS LNG (Techint Sener) avait démarré les essais, une défaillance sur l'instrumentation, suivie de mauvaises manipulations, a provoqué l'envoi de GNL dans les canalisations. Du gaz liquide à -163 °C est arrivé dans la torche (qui sert à brûler le gaz en cas de surpression dans l'installation), provoquant un gigantesque incendie « qui se voyait jusqu'à Douvres ! » souligne une source syndicale.

Du GNL est aussi arrivé dans les trois réservoirs où le gaz liquide doit être stocké. Ces réservoirs étaient alors en cours de refroidissement, mais celui-

ci n'était pas totalement terminé et l'un d'eux a subi un choc thermique. Il a donc fallu entreprendre des expertises pour s'assurer que son intégrité n'était pas menacée. « La torche a été réparée et les instruments défaillants changés. Les essais ont pu reprendre début octobre, indique Marc Girard, directeur de la société de projet Dunkerque LNG. Nous attendons également les résultats des expertises sur le réservoir. Il y a des délais d'instruction, mais nous sommes parfaitement confiants. »

Des défauts de formation du personnel

Outre le retard qu'il induit, l'accident inquiète vivement les organisations syndicales, qui pointent aussi des défauts de formation du personnel appelé à exploiter le terminal. « Nous allons alerter la DREAL [Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, NDLR] et la DGPR [Direction générale de prévention des risques], indique Véronique Durand, responsable du secteur gaz à la FNME-CGT. On ne veut pas en rester là : on a frôlé l'accident grave ! » Reconnaisant qu'il s'agit d'un « incident significatif », Marc Girard table désormais sur

une mise en service commerciale en décembre. Le terminal, qui a reçu un deuxième méthanier le 15 septembre, en attend un troisième au cours de la deuxième quinzaine de novembre. « J'espère utiliser cette livraison pour terminer les essais », dit-il.

L'impact financier de ces retards en série devrait rester mineur. Les déboires du chantier sont couverts par les assurances, et Marc Girard assure qu'il tiendra au final le budget (1,2 milliard d'euros).

Détenu à 65 % par EDF, 25 % par le belge Fluxys et 10 % par Total, Dunkerque LNG a une capacité de 13 milliards de mètres cubes par an : l'essentiel de ces volumes (10 milliards de mètres cubes) a été prévenu à EDF et Total en vertu de contrats « take or pay » sur vingt ans, qui démarreront à la mise en service du terminal. Dunkerque LNG ne subira pas de manque à gagner. Et comme la demande de gaz a plutôt tendance à baisser en Europe, ces acheteurs pourraient même se réjouir de ces retards imprévus. ■

par Annefeitz

À noter

Le CCE d'EDF, qui avait saisi la justice pour bloquer le projet d'EPR anglais, a été débouté jeudi de l'ensemble de ses demandes.



La consommation de la France va baisser de 16,5 % d'ici à 2035

Selon le tout premier rapport sur le sujet, établi par les opérateurs d'infrastructures de gaz (GRDF, GRT-gaz, SPEGNN et TIGF) dans le cadre de la loi sur la transition énergétique, la demande de gaz en France s'établira à 385 terawattheures (TWh) en 2035, contre 461 TWh en

2015 (-16,5 %). Une baisse qui s'explique « principalement par les gains attendus en matière d'efficacité énergétique », écrivent-ils, soulignant qu'à l'inverse les nouveaux usages du gaz, notamment dans le transport, tireront cette énergie. Il s'agit d'un scénario central, cohérent

avec les objectifs de la loi : le rapport évoque une fourchette de consommation, comprise entre 336 et 516 TWh. ■

par Anne Feitz



La réforme financière des pôles doit aboutir à la fin 2016

Le secrétaire d'Etat, Christophe Sirugue, a repris le dossier des pôles de compétitivité en main.

Annoncée pour la fin juin par Emmanuel Macron, la réforme des pôles de compétitivité, qui dépendait exclusivement de son calendrier, n'est pas, contrairement à ce que d'aucuns croient, restée dans les cartons depuis le départ précipité de l'ex-ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, en marche vers son destin présidentiel.

Après un moment de flottement, somme toute compréhensible, le nouveau secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, Christophe Sirugue, s'y attelle depuis quelques semaines avec les experts de son cabinet. Il a engagé des discussions avec les parties prenantes de ce dossier politico-industriel aux arcanes très complexes, sans omettre sa dimension interministérielle. Et s'est fixé pour objectif de le faire aboutir d'ici à la fin 2016. Laissés de longs mois dans une incertitude absolue, depuis les audits individuels réalisés par les cabinets EY, Erdyn et Technopolis au printemps dernier, aux côtés de la DGE et du CGET - soit à mi-parcours de la troisième phase couvrant la période 2013-2018 -, les responsables des 70 pôles actuels ont récemment reçu leur bilan respectif, envoyé par le ministère.

Pour l'heure, aucune décision n'est prise. Mais la redistribution des cartes du financement public des pôles, qui ont joué depuis dix ans un rôle indiscutable dans la prise de pouvoir économique de l'innovation sur tout le territoire, est inéluctable. Leur budget de fonctionnement annuel oscille dans une fourchette d'environ 1 à 5 millions d'euros, selon leur poids, et doit tendre en principe vers un équilibre 50/50 entre le public et le privé. Avec une part publique qui relève d'une équation tout aussi complexe entre l'apport de l'Etat, de la région, du département et de la métropole. La Ville de Paris est la première à donner un signal fort en annonçant la coupe de ses crédits aux 7 pôles franciliens (lire ci-dessus). Au niveau national, « les modalités précises de l'articulation région- pôle seront connues, pour chaque région, fin 2016 », écrit Manuel Valls, le 26 septembre, dans sa réponse au référé relatif à la politique des pôles de compétitivité que lui a adressé, le 4 juillet, Didier Migaud, le président de la Cour des comptes, qui a procédé à une enquête approfondie depuis leur création. C'est, en effet, à la fin de cette année, que seront connus les schémas régionaux de développement économique,

d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), prévus par la loi NOTRe. Dans la 5e de ses six recommandations, la Cour des comptes préconise d'enlever la qualification de « pôles de compétitivité » à ceux dont les résultats sont considérés comme insuffisants.

Après la présidentielle

Car l'addition s'élève pour l'Etat à 1,862 milliard d'euros entre 2005 et 2015, dont 1,666 milliard pour le soutien aux projets de recherche partenariale du FUI et 196 millions pour l'animation des pôles. Même si, depuis 2008, l'enveloppe annuelle a sensiblement baissé de 275 à 106 millions l'an dernier, partiellement compensée par les crédits du PIA. Mais que leurs présidents soient, pour l'instant, rassurés : « Les éventuels retraits de label ne pourront être décidés qu'à la fin de la phase actuelle de la politique des pôles, sur la base du bilan individuel de chacun », répond le Premier ministre sur ce point hypersensible. Donc pas avant 2018, après l'élection présidentielle. ■

par Chantal Houzelle



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

Un « Café de l'Europe » pour casser les idées reçues

VALENCIENNES. Le conseil régional veut « décrypter les fonds européens à travers un événement grand public sur l'ensemble du territoire nordiste ». C'est ce qu'elle propose à travers « Mon Europe, mon quotidien ». Un événement organisé pour montrer, de manière ludique et participative, ce qu'apportent les fonds européens, au quotidien, à nos territoires. Du 29 octobre au 26 novembre, la Région viendra à la rencontre des habitants, dans le cadre

d'un « Café de l'Europe » qui se tiendra chaque samedi dans une ville différente du Nord. Le samedi 5 novembre, ce sera au tour de Valenciennes, sur la place d'Armes. Première en France à s'emparer de ce sujet sous la forme d'un événement public, familial et ludique, la Région entend donc casser les idées reçues sur l'Europe. Au programme : -Trivial poursuite grandeur nature, pour en apprendre un peu plus sur l'Europe via la géographie, le sport ou encore

l'art. - « Europe go, un rallye dans la ville » : guidés par une carte, les visiteurs devront répondre à trois questions grâce à des indices disséminés en ville. -Une exposition pour tout comprendre sur les finances de l'Europe, etc. Samedi 5 novembre, les partenaires du conseil régional (l'État, les Départements, les villes et les agglomérations, ainsi que l'Europe) tiendront des stands d'information et d'animations. ■



Un grand merci à l'Union européenne

À Soissons, le passé et le présent forment une belle continuité. La Cité de la musique et de la danse, inaugurée en février 2015, est inspirée des lignes épurées de l'abbaye Saint-Jean-des-Vignes fondée au onzième siècle. De grandes parois vitrées établissent une correspondance entre les deux bâtiments, qui ont été appréciés hier par une délégation du conseil régional et du conseil départemental. Cette visite, conduite par Elizabeth Boulet, conseillère régionale, n'était pas le fruit du hasard. Mais bien le signe d'une volonté de démontrer que les fonds européens bénéficient aux habitants de nos territoires. La Cité de la musique a, ain-

si, coûté 19 millions d'euros, avec 4 millions provenant de fonds européens, le soutien de L'Agglomération du Soissonnais, du conseil régional, du conseil général.

« Des milliers de projets financés par l'Europe »

La campagne lancée hier, « Mon Europe, mon quotidien » propose dès 10 heures, demain à Saint-Quentin, un rendez-vous grand public avec Le Café de L'Europe sur la place de la basilique. Un rallye va permettre de découvrir les bâtiments financés par l'Europe. « L'Europe est impalpable. Autour de nous, il y a pourtant des

milliers de projets financés par elle. Cela concerne tous les domaines », insiste Elizabeth Boulet, âgée de 27ans. Edith Errasti, vice-présidente déléguée aux équipements culturels à la Communauté d'agglomération du Soissonnais, mesure bien la dimension prise par la Cité de musique grâce à L'Europe et ses autres partenaires. « C'est le symbole de Soissons qui se reconstruit », estime-t-elle. La structure est, en même temps, un conservatoire, comptant 550 élèves, et une salle de spectacle affichant un taux d'occupation de 88%. Thierry de LESTANG PARADE ■



La nouvelle crèche fait le plein

La toute nouvelle crèche des Courtes Flèches de Flixecourt a été inaugurée mercredi matin, en présence de la secrétaire d'Etat Pascale Boistard, de Philippe Théveniot, président de la CAF de la Somme, de Patrick Gaillard, maire de la ville, de René Lognon, le président de la CCVNE, et de la conseillère départementale Virginie Decroix. La crèche est une initiative flixecourtoise placée sous la compétence petite enfance de la com de com. La structure regroupe une crèche de seize lits placée sous la responsabilité d'Harmonie Marotte et un relais d'assistantes maternelles dirigé par Laurence Lallet. Elle emploie neuf personnes à temps partiel ou complet. René Lognon est revenu sur le réseau intercommunal constitué de

la crèche de Flixecourt et de la mini-crèche des Petits Loups à Bettencourt-Saint-Ouen. Un réseau auquel viendront se rajouter dans le futur, des mini-crèches à Domart, à Vignacourt et une autre située dans le secteur Saint-Ouen, Saint-Léger et Berteaucourt.

répondre à la demande

Pour la communauté de l'Ouest d'Amiens, qui fusionnera au 1er janvier avec celle du Val de Nièvre, il a évoqué le crèche d'Ailly-sur-Somme et la création future d'un relais d'assistantes maternelles à Picquigny. En matière d'accueil de la petite enfance, il reste beaucoup à faire pour répondre à la demande. « La crèche est complète. Nous allons

faire une demande d'agrément pour faire passer le nombre de lits de 16 à 18. Ce qui permettra d'accueillir à tour de rôle jusque 54 enfants. En regroupant le RAM et la crèche en un seul lieu, nous avons fait collaborer deux entités qui ont un rôle dans le domaine de la petite enfance pour créer un environnement favorable à la population » a souligné René Lognon. L'établissement bénéficie à hauteur de 80%, de subventions de la région, du conseil départemental, de la CCVNE, de la réserve parlementaire de Pascale Boistard. Le plus gros financeur est la caisse d'allocations familiales. Le reste est à la charge de la ville de Flixecourt. ■



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Région et SNCF rassurent (juste un peu) les usagers des TER

Par Hubert Féret
arras@lavoixdunord.fr PAS-DE-CALAIS. Deux petites heures de réunion. Évidemment trop court pour évoquer tous les problèmes rencontrés sur plus de 1400 km de lignes (pour le Nord- Pas-de-Calais) par des milliers de passagers. Sans compter que le choix d'organiser un comité départemental à Arras, en semaine, à 18heures, n'était pas propice à attirer la grande foule : une vingtaine de personnes à tout casser, et encore, principalement des leaders d'associations d'usagers, ainsi que des élus du Ternois, inquiets du sort réservé à la ligne Arras-Montreuil et plus généralement du devenir des branches de l'étoile de Saint-Pol (lire par ailleurs). « On a mis un peu de temps à se mettre en ordre, et il nous était impossible d'organiser un comité par ligne cette année, justifie Franck Dhersin, maire (LR) de Tétèghem, bombardé président de la commission transports de la Région

Hauts-de-France, sentant bien l'amertume de ses interlocuteurs d'un soir. Mais promis, on reviendra à la formule classique en 2017, avec des rencontres de proximité, où les usagers pourront poser des questions précises, et auront droit à des réponses précises. »

Moins de concertation, plus de communication

En attendant, on aura du se contenter de survoler les dossiers, au fil d'une rencontre plus axée sur la communication que sur la concertation. Au grand dam de Gilles Laurent et Gérard Dupagny, respectivement présidents de l'UVN (union des voyageurs du Nord, satellite de la fédération nationale des usagers des transports, la FNAUT) et d'À Fond de Train (défense des usagers des TER et Intercités du Nord - Pas-de-Calais), assis au premier rang. Car pas trop le temps, du coup, de s'attarder sur les

soucis de régularité, quand ce ne sont pas d'annulations, des quelque 1 230 trains circulants chaque jour en semaine dans les Hauts-de-France. « Les annulations, les retards, les incidents, c'est pourtant notre lot quotidien. Sans compter les problèmes de correspondances, les menaces de suppressions de trains et de lignes, pesant toujours comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes, et les coûts des abonnements, qui ne cessent d'augmenter... Or, il n'y a que dans les comités de ligne qu'on peut faire remonter les infos aux dirigeants de la SNCF, mis face à leurs responsabilités en présence des élus de la Région, qui finance les TER », regrettait Gérard Dupagny. Les prochains comités départementaux auront lieu à Amiens (mardi 8 novembre), Creil (jeudi 17 novembre), Laon (lundi 21 novembre) et Lille (jeudi 15 décembre). ■



En chiffres

142. Comme le nombre de gares dans la région Hauts-de-France : 73 dans le Nord - Pas-de-Calais, 69 en Picardie. On comptabilise aussi 222 haltes. 1 230. Comme le nombre de trains circulant par jour, en semaine, sur le réseau ferré des Hauts-de-France. 40. En km, comme la distance moyenne parcourue en TER par les abonnés, dans le Nord - Pas-de-Calais. Le chiffre grimpe à 67 km en Picardie. 23,3. En millions de kilomètres, la distance parcourue par l'ensemble des TER dans les Hauts-de-France :

10,1 millions de km en Picardie, 13,2 millions de km dans le NPDC. 544. En millions d'euros, le coût d'exploitation des TERen Hauts-de-France : 255 M€ pour la Picardie, 288,6 M€ pour le NPDC. 805 440. En euros, le montant des dédommagements (bons voyages, pas d'argent) versés en 2015 à 67 % des abonnés TER des Hauts-de-France, dont les trains affichaient une régularité (ponctualité) inférieure à 90,44%. 60 158. Comme le nombre de montées/descentes enregistrés en 2015 en

gare de Lille Flandres, la plus grande de la région Hauts-de-France. Suivent ensuite Amiens (24 000) et Creil (18 000). Arras en comptabilise un peu moins de 10 000, Saint-Pol moins de 1 000. 110 000. Comme le nombre de billets ÉTER mis en vente à 1€ l'aller (2€ l'aller-retour) cet été. 95000 ont été vendus, à 83 % pour des départs (et retours) vers la Côte d'Opale. ■



Pleins phares sur la sécurité

La sécurité. C'est l'un des dadas de Gérald Darmanin, vice-président de la Région en charge des transports. Entre 2017 et 2019, le dispositif de vidéo-protection (relié à un centre de surveillance urbain ou régional, ça reste à déterminer) sera ainsi progressivement renforcé dans chacune des cent quarante-deux gares des Hauts-de-France, de même que l'on accentuera la présence hu-

maine après 20 heures, toujours dans les gares, mais aussi et surtout à bord des trains. Autre axe de travail que la lutte contre les fraudes. D'ici 2020, des portiques de validation des billets (notre photo) viendront équiper les gares. Parallèlement, la Région entend améliorer le recouvrement des contraventions dressées par les contrôleurs, et doper justement ces contrôles, qui seront menés

conjointement par la SNCF et la police. Les associations d'usagers demeurent un peu sceptiques à propos de l'opportunité de ce plan sécuritaire. et surtout quant à son coût. « Hors certains cas particuliers, rien n'impose une systématisation à prix d'or des dispositifs de sécurité », fulmine Gilles Laurent. ■



Quelques projets pour 2017

- Travaux de requalification des abords de gares prévus en gares d'Hénin-Beaumont, Libercourt, Étaples-Le-Touquet et Béthune. - Installations d'abris-vélos sécurisés sur la période 2017-2018 à Libercourt, Béthune, Dourges et Bully-Grenay. - Modernisation et mise en accessibilité des périmètres ferroviaires, à Libercourt, Calais-Frethun, Étaples - Le-Touquet, Calais ville, Arras, Hénin-Beaumont et Béthune. ■



Quatre ans de galère pour que l'étoile de Saint-Pol brille trente ans de plus

Par Hubert Féret
 arras@lavoixdunord.fr Arra-
 geois/Ternois/Montreuillois. Ils
 étaient venus pour ça. Ces élus du
 Ternois et du Montreuillois voulaient
 mardi soir profiter de la présence à
 Arras du directeur régional de la
 SNCF, Jacky Lion, et de François
 Meyer, directeur territorial SNCF Ré-
 seau, pour tenter d'obtenir des ré-
 sponses concrètes aux nombreuses
 questions que se posent les usagers
 empruntant les branches de ce que
 l'on nomme l'étoile de Saint-Pol : les
 axes ferroviaires Arras - Saint-Pol,
 Saint-Pol - Béthune et Saint-Pol -
 Étaples. Des lignes en très mauvais
 état, pour la rénovation desquelles la
 Région a débloqué une enveloppe de
 75 M€. Bien, non ? « Oui, sauf qu'on
 va vivre quatre années de galère, en
 amont et pendant le temps du chan-
 tier », grimace cet usager de Saint-
 Pol. Ce que les dirigeants de la SNCF
 ne contestent pas, même si Franck
 Dhersin, patron de la commission
 Transports à la Région, tempère :
 « C'est quand même une bonne nou-
 velle. Quinze ans que l'étoile de
 Saint-Pol attendait une rénovation
 de son réseau. On a débloqué 75 M€

pour ça. Sachez qu'on ne pourra pas
 le faire partout... » (lire aussi ci-des-
 sous).

L'axe Saint-pol - Étaples fermé dès septembre 2017 !

Même si le fait qu'on procède à ces
 travaux est donc plutôt rassurant
 quant à l'avenir de lignes que l'on
 pensait menacées de disparition pure
 et simple à l'horizon 2020, toutes les
 craintes des élus ne sont pas atté-
 nuées. D'abord parce que ça va
 prendre du temps, beaucoup de
 temps. Il y aura avant tout une phase
 d'études (la facture de 75 M€ n'est
 donc qu'une estimation, elle sera
 peut-être à ajuster), programmée de
 fin 2016 à l'été 2018. « Ça manque
 d'anticipation », pestent les associa-
 tions d'usagers. Puis il faudra lancer
 les procédures de marchés publics, et
 ce n'est donc qu'en 2019 que le pre-
 mier tronçon (celui de Saint-Pol -
 Étaples, le plus dégradé) verra les
 pelleteuses débarquer. La ligne
 Saint-Pol - Béthune suivra après
 2020, puis on achèvera les travaux

par le barreau Arras- Saint-Pol).
 « Outre les traverses et le ballast à
 changer, on interviendra sur dix-sept
 passages à niveau, cinq ponts-rails,
 troisaqueducs, deux dalots... », ap-
 puie Sébastien Mosson, responsable
 d'exploitation à SNCF Réseau,
 comme pour attester de l'aspect ti-
 tanesque du chantier. Le problème,
 c'est que les usagers des TER au dé-
 part et à l'arrivée de Saint-Pol seront
 privés de train largement en amont
 des travaux. L'état des voies est si pi-
 teux (on roule déjà au ralenti pour
 ne pas prendre de risques) que l'axe
 Saint-Pol - Montreuil sera fermé dès
 septembre 2017 ! D'où l'inquiétude,
 légitime, des usagers et des élus.
 Certes, la SNCF va mettre en place
 un service de cars, mais cela risque
 d'allonger les temps de parcours,
 sans compter que ça ne sera pas le
 même confort. « Et il faudra d'ailleurs
 songer à baisser le tarif des abon-
 nements, avertissent les assos
 d'usagers. Pas question qu'on paye le
 prix fort pour un service qui ne sera
 plus le même ». ■



À nous de vous faire préférer... le car ?

Et après...« On veut bien faire l'effort de manger sur un coin de table pendant les travaux dans la cuisine, souligne, tout en métaphore, un élu du Ternois. Mais qui nous dit que si le service de cars fonctionne bien, vous ne déciderez pas purement et simplement de ne pas les accomplir, ces travaux ? » Soupçons dans les rangs, où l'on se met soudain à croire à la théorie du complot. « Ce serait une tragédie pour notre territoire, appuie

le maire de Beaurainville et conseiller régional Ghislain Tétard. L'axe Arras-Montreuil est essentiel à notre territoire. C'est le seul axe de transport public collectif entre Arras et la Côte d'Opale. Si c'est primordial pour le tourisme, ça l'est aussi pour nos jeunes, qui vont étudier ailleurs. Si les TER venaient à disparaître, ce serait condamner le Ternois et le Montreuillois à devenir des réserves, dans une ruralité déjà victime de la

désertion des services publics et de la fermeture des petits commerces... » Jacky Lion et François Meyer n'auront pas voulu corroborer ce scénario catastrophe. « Nous avons des engagements avec la Région. C'est un contrat qui nous lie. Et ce contrat ne stipule pas l'abandon d'un territoire ou d'un autre ». ■



La ville en lice pour l'obtention de la 4e fleur

DOUAI. Le jury régional des villes et villages fleuris a décidé de proposer Douai pour l'obtention de la 4e fleur au niveau national, a-t-on appris lors de la remise des prix du concours des maisons et jardins fleuris. La ville a déjà un joli palmarès en la matière puisqu'elle fut Grand Prix

national de l'arbre en 2005. La 4e fleur, la plus haute récompense dans ce domaine, viendrait agrémenter encore un peu sa carte de visite. Cette année, 126 Douaisiens ont été récompensés grâce au concours des maisons et jardins fleuris. Les Jardins familiaux leur ont distribué des

graines à semer dans les fissures entre leur façade et le trottoir. Une manière de fleurir la rue, tout en évitant l'invasion des mauvaises herbes. Une bonne idée à mettre en pratique. ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

Investir pour garder les services publics

Un jeu de chaises musicales et financières pour donner du confort à deux institutions que la Ville n'a pas envie de voir partir. Voilà résumée la manœuvre lancée par la municipalité. Manœuvre approuvée lors du dernier conseil municipal. Il s'agit d'acheter les locaux actuels de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) au bout du boulevard Ernest-Dehée, « pour 200 000 euros », a précisé le maire Christian Vlaeminck. Il insiste sur cet investissement nécessaire pour maintenir les services de l'État à Doullens. Les municipalités en sont là. Elles dépensent pour tenter de sauver des services d'un État qui en retour n'a de cesse de limiter ses aides. Les bureaux de la CPAM seront donc loués au centre des finances publiques (perception) qui cherchait justement à quitter le rez-de-chaussée de l'immeuble de la SIP à côté de la Poste. Il a de nouveaux besoins. Il devrait récupérer la charge de travail de la perception de Bernaville dont la fermeture est prévue en janvier prochain. « Tout le monde se souvient de

la fin du bloc opératoire et de la maternité à l'hôpital ou encore du tribunal » Franck Barré, directeur des services. La municipalité de Doullens a donc pris les devants, car l'État ne fait pas vraiment d'efforts dans sa quête de locaux. Pis, s'il juge l'existant trop limite, il n'hésite pas à envisager son transfert. C'est du moins ce qu'on craint en mairie. « Et dans ce cas, sans perception, les Doullennais devraient se rendre à Amiens. Ce qui serait catastrophique », indique-t-on en mairie. La solution clef en main a été proposée aux services des Finances, celui-ci a apprécié et a signé. Il restera à discuter du montant du loyer pour ces 500 m².

Maintenir ce service à Doullens

Du coup, la CPAM qui doit laisser sa place. Pas un problème, là encore, un problème de locaux était posé : trop grands et mal adaptés. « Nous allons mettre à disposition des bureaux si-

tués toujours sur le boulevard Ernest-Dehée, proches de l'actuelle CPAM. Une mise à disposition à titre gratuit. Là encore, il s'agit de tout faire pour maintenir ce service à Doullens », insiste-t-on en mairie. La perte des services publics est une vraie quête pour les communes de la taille de Doullens. Une Ville qui garde en mémoire la fin de plusieurs structures. « Tout le monde se souvient de l'arrêt du bloc opératoire et de la maternité à l'hôpital ou encore du tribunal », rappelle Franck Barré, directeur général des services. Aux sorties des deux administrations qui vont déménager, aucune des quelques personnes interrogées n'ont manifesté de craintes quant à l'idée de faire quelques dizaines de mètres de plus pour se rendre à la perception ou la CPAM, « tant que ça reste à Doullens ! », lâche une future maman, pressée, mais tout sourire de ne pas avoir à rouler jusqu'à Amiens. DAVID VANDEVOORDE ■



VP8 - CULTURE

MARTIN A DIT À MARTINE

UN JOURNAL, DES PRÉCISIONS

Bon, on ne sait pas si c'est lui qui a lu les articles mais en tous les cas, Jean-René Lecerf, président du conseil départemental du Nord, a souhaité « répondre » aux articles intitulés « Le Musée Matisse au centre de l'identité touristique des Hauts de France » et « La toiture du palais des Sports renouée dans les temps impartis », publiés dans notre édition d'hier. Concernant le premier article, relatif à la venue de Frédéric Leturque, président des comités régionaux du tourisme Nord-Pas-de-Calais et Picardie, au musée Matisse mardi, où il a été accueilli par le maire du Cateau, Serge Siméon, et son adjointe, Isabelle Piérard, tous les deux conseillers régionaux, Jean-René Lecerf précise « que le Musée Matisse est un équipement culturel

strictement départemental n'ayant guère attiré jusqu'à ce jour la participation financière de la Région ». C'est dit. Concernant le second article, relatif aux travaux du palais des Sports du Cateau, plus précisément au sujet de la subvention départementale souhaitée par la ville à hauteur de 40 % de ces travaux, le président Lecerf d'indiquer « que le département du Nord est une assemblée dont les délibérations, et notamment toutes les subventions, sont décidées dans l'hémicycle par l'ensemble des élus départementaux et non dans quelque officine que ce soit. C'est sans doute un peu vieillot, mais cela fait partie intégrante de notre conception de la démocratie ». Autrement dit, celle-ci n'est pas encore acquise. Il faudra attendre le vote du mois de décembre.

LA VOIX DU NORD

CAMBRA'

28 OCT. 2016

Un prix pour l'anneau de la mémoire

Le mémorial de Notre-Dame-de-Lorette vient de recevoir, à Philadelphie, le prix de l'American Concrete Institute, qui récompense l'usage innovant du béton dans une construction. Près de deux ans après son inauguration, le mémorial se voit donc primé. Plus de 300 tonnes de béton composent l'ellipse de 328mètres de périmètre posée en équilibre sur la colline. L'Anneau de la mémoire avait déjà été récompensé par l'équerre d'argent décernée par le journal spécialisé Le Moniteur. ■



VP11 - LYCÉES

Lomme sur le point de créer un lycée de la nouvelle chance

PAR CAROLE MOCELLIN
lammersart@lavoixdunord.fr
LOMME. 1État du projet Le maire Roger Vicot et Olivier Caremelle, adjoint à l'éducation, ont eu un « feu vert oral » de la ministre Najat Vallaud-Belkacem. Les élus ont aussi l'oreille attentive du rectorat. Le recteur doit désigner un chargé de mission. « Le projet, dans les cartons depuis un an, est maintenant sur les rails. On attend le feu vert officiel du ministère. La prochaine étape est de mettre en place un comité de pilotage pour étudier la faisabilité de la création du lycée à l'horizon 2017 », se réjouit Olivier Caremelle. 2Deux mille décrocheurs en métropole Le lycée de la nouvelle chance (lire ci-dessous) s'adresse aux jeunes sans diplômes sortis du système scolaire. Les chiffres sont impressionnants. On dénombre « 2000 décrocheurs dans la métropole, 4000 dans le Nord- Pas-de-Calais ». Et encore, ne sont comptabilisés que les jeunes qui ont été identifiés comme tels par les missions de lutte contre le décrochage scolaire. « Un jeune qui dé-

croche devient invisible. Il sort du radar des institutions pendant deux ou trois ans jusqu'au moment où il bénéficie du RSA ou de mesures d'accompagnement pour l'emploi », note l'adjoint à l'éducation. En 2015, Le chiffre national a été ramené de 140 000 à 114000. Ce progrès est dû à la mobilisation de l'Éducation nationale depuis 2013. Cela reste peu face à l'ampleur du phénomène. 3Dans un trou noir Car au-delà de froides mathématiques, il y a des jeunes « dans un trou noir dont la vie est gâchée », insiste Olivier Caremelle. Sans diplôme, sans formation et sans réseau, les opportunités d'emploi sont quasi nulles même pour ceux qui cherchent du travail. « Cela produit des gens en souffrance qui se retrouvent en dehors de la société. » 4Où sera situé le nouveau lycée? Tout d'abord, il ne s'agit pas de construire un nouveau bâtiment. Le lycée de la nouvelle chance est en fait une structure pédagogique adaptée avec des enseignants dédiés aux élèves en rupture avec l'école. Deux lycées lommois sont intéressés par

l'accueil de cette nouvelle filière : le lycée professionnel Sonia-Delaunay et son voisin le lycée technologique et scientifique Jean-Prouvé. 5Des cours en alternance avec l'entreprise Cursus, mode de recrutement... tout reste à élaborer. Mais dans les grandes lignes, on sait déjà que le programme aura pour ambition de préparer les élèves à un bac pro en deux ans et de les aider à construire un projet professionnel ou un cursus qui débouche sur l'emploi. C'est pourquoi les cours seront donnés en alternance avec des stages en entreprises. Des stages rémunérés sur le budget de la formation professionnelle soit par la Région soit par Pôle emploi. « Lomme possède un réseau d'entrepreneurs avec Lomme entreprendre. Les chefs d'entreprise ont tout intérêt à prendre des stagiaires qui, connaissant l'entreprise, peuvent devenir de futurs collaborateurs », souligne l'adjoint à l'éducation. ■



Seulement sept lycées en France

Le lycée de la nouvelle chance est un dispositif qui date d'une quinzaine d'années. Il y en a sept en France selon l'ONISEP. Mais tous varient dans leurs critères d'admission et dans les cursus proposés. Il n'en existe pas dans la métropole, dans le secteur public, sachant que l'académie propose des dispositifs de rattachage. À Lille, il y a une filière nouvelle chance dans le privé. Le ly-

cée Ozanam recrute au sortir de la seconde. Onze élèves en bénéficiaient en 2014. En général, les effectifs sont peu élevés. Dans l'académie de Lyon à Villeurbanne, le lycée (public) Magenta raccroche des élèves de 18 à moins de 26 ans pour un cursus bac pro en alternance avec des stages en entreprise. Les jeunes sont recrutés dans les missions locales et admis sur tests. Ils signent un contrat de mo-

tivation et bénéficient d'une pédagogie individualisée. Ils ont un professeur référent et un tuteur en entreprise. C'est ce lycée Magenta que les élus lommois ont visité. Mais cursus, pré-requis et effectif vont faire l'objet du travail à venir entre la ville et l'Éducation nationale pour mettre sur pied ce nouveau lycée lommois. ■



En chiffres

97,5 à 100%... de réussite au baccalauréat pro en 2016. C'est le taux de réussite affiché par le lycée de la nouvelle chance Magenta à Villeurbanne. 90%... de taux d'insertion professionnelle selon les années. Taux d'insertion annoncé par le même établissement (lycée Magenta) dont plus de 50% des élèves poursuivent leurs études. 100%... de réussite au CAP. ■



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Hollande offre 1 milliard aux quartiers

Le chef de l'Etat confirme le retour de l'Etat dans le financement de l'Agence nationale de rénovation urbaine.

« Cela faisait des années que nous demandions le retour de l'Etat dans le financement de la rénovation urbaine », a approuvé jeudi soir François Pupponi, maire PS de Sarcelles et président de l'Agence nationale de rénovation urbaine. François Hollande a annoncé, ce jeudi, un milliard d'euros supplémentaires pour la seconde phase du Programme national de renouvellement urbain mené par l'Agence, portant à 6 milliards son montant pour la période 2014-2024. La première phase, lancée en 2004 par Jean-Louis Borloo, a permis de réhabiliter ou de construire 600.000 logements et d'en démolir 150.000.

La seconde phase doit financer des opérations de reconstruction de logements dans plus de 200 quartiers dits « d'intérêt national » et plus de 270 quartiers d'intérêt régional. Les 5 milliards d'euros déjà programmés sont financés par Action Logement, l'organisme qui gère la manne du 1 % logements prélevée auprès des entreprises. Le milliard annoncé marque donc le retour de l'Etat, qui soutenait la moitié du dispositif à son début. « Le président a accepté d'octroyer à l'Anru une dotation d'Etat annuelle de 100 millions d'euros qui sera fléchée vers la construction d'équipements publics de pieds d'immeubles, comme des crèches ou

des centres culturels », précise François Pupponi. Ciblée sur le logement, la première phase avait davantage négligé les services publics. Un conseiller de François Hollande confirme l'inscription, dans le projet de loi de finances, d'une première dotation de 100 millions d'euros dès 2017 pour l'Anru. De quoi doper davantage encore l'activité de l'Anru qui atteint actuellement un rythme élevé, entre 700 et un milliard d'euros annuels. « Nous terminons les opérations du précédent programme et entamons celles du nouveau », explique son président. ■

par Matthieu Quiret



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

FRANCE

A Calais, l'agonie de la « jungle »

Des migrants se sont réinstallés dans le bidonville ravagé par des incendies

Les restaurants afghans de l'avenue principale de la « jungle » ne sont plus que des amas de cendres. Les épiceries pakistanaises, des tas de braises. Mercredi 26 octobre, la moitié des 18 hectares du bidonville de Calais a flambé avant de partir en fumée.

« C'est la fin de la "jungle" », avait annoncé Fabienne Buccio, la préfète du Pas-de-Calais, à la mi-journée. La précipitation de cette extrême-onction a surpris. Certains ont voulu y voir un moyen de stopper les arrivées qui se multipliaient mercredi après-midi depuis Paris ou la Belgique, en mettant un point final à l'opération. D'autres y ont flairé un manquement de la méthode Coué. « *Le gouvernement a pensé que signer un certificat de décès suffirait à en finir avec l'agonie du lieu. C'est un peu présomptueux, car les migrants prouvent chaque jour leur très forte résilience* », commentait un humanitaire en fin de journée, en observant un jeune Erythréen rentrer sous une tente après avoir traversé un champ de ruines.

L'annonce n'a en effet pas empêché les derniers récalcitrants de se réinstaller sous leur abri, une fois les flammes maîtrisées. Ahmid l'Afghan a retrouvé sa caravane dès 16 h 30, Khan et Moussa ont déplacé leur maigre sac vers une cabane qu'ils savaient abandonnée dans le nord du campement. La toxicité des fumées n'a pas eu raison de leur envie de « *rester encore un peu* ». D'autant que la stratégie des autorités était, jeudi 27 octobre, difficilement compréhensible. Vers 10 heures, des cen-

taines de migrants ont été expulsés du centre de départ désormais fermé, et repoussés par les CRS... vers le bidonville qu'ils étaient invités à quitter. Ces exilés désorientés devraient se voir proposer un bus pour partir en centre d'accueil et d'orientation (CAO).

Délogés par les pelleteuses

Difficile de savoir le sort qui sera réservé à ceux qui s'accrochent à la « jungle » et refusent le départ en bus vers un CAO à l'autre bout du pays. Ces « *ders des ders* » pourraient être délogés par les pelleteuses plus que par la police, que la préfète n'a pas très envie de faire entrer dans le camp.

D'autant que Mme Buccio a annoncé l'intensification du démontage des cabanes. Bannis mardi pour les médiatiques premiers effondrements d'abris, les gros engins devaient faire leur entrée jeudi. La préfète affiche même comme objectif que « *lundi soir, la lande soit rendue à la nature* », même si pour y parvenir l'entreprise doit « *nettoyer* » le lieu tout le week-end.

« *Cela nous ramène à mars 2015, juste avant que l'Etat nous demande de démanteler les migrants des petits camps du centre-ville jusqu'ici. La boucle est presque bouclée* », rappelle Christian Salomé, de l'association L'Auberge des migrants qui a déjà connu ces étapes censées être « *définitives* ». Il vient de distribuer vingt tentes en guise d'installations de fortune. « *J'en ai 700 autres prêtes. Je sais ce qui va se passer, parce que c'est ce qui se produit après chaque démantèlement* »,

insiste-t-il.

« *Ce qui me gêne, c'est que nous ne pourrions pas vraiment aider les gens qui se cachent* », regrette ce retraité bénévole. Rien ne permet de savoir si le maintien à Calais de plus de 2 000 forces de l'ordre empêchera les migrants de stationner de nouveau dans cette ville aux portes de l'Angleterre, comme ils le font depuis près de vingt ans. Tout laisse même plutôt pressentir que l'histoire pourrait bien bégayer.

Mercredi soir déjà, comme s'il fallait contrer le mouvement centrifuge organisé en car au départ de Calais, quelques migrants sont entrés dans la « jungle », arrivant avec leurs valises de Belgique ou de Paris. D'autres, par petits groupes, ont suivi le circuit opposé, s'égrainant sur les trottoirs de Calais, direction la gare, pourtant fermée depuis mercredi soir.

De Calais à Grande-Synthe

Ainsi, à la mi-journée, un groupe d'Afghans cherchait un bus pour Paris, alors que d'autres filaient vers le camp de Grande-Synthe, dans la banlieue de Dunkerque. « *Chaque jour, depuis vendredi, nous refusons une cinquantaine de personnes* », regrette Damien Carême, le maire (EELV) de la ville. « *Fin septembre, le camp comptait 724 migrants. Aujourd'hui, nous sommes à 1 065. En deux week-ends, nous avons accueilli 350 personnes en provenance de Calais. Nous ne pouvons pas être le refuge du démantèlement de la "jungle"*. »

Géné de devoir dire « non », l'édile a

obtenu que chaque personne refusée ait une place en CAO. Médecins sans frontières, qui a conçu le lieu et en a financé une partie, déplore qu'on ne l'utilise pas à plein régime alors qu'il a accueilli plus de 1 500 personnes...

Avant que ne se referme la parenthèse de la grande « jungle » calaisienne, l'Etat doit encore trancher sur l'avenir de deux structures : le centre d'accueil provisoire (CAP), qui propose un lit à 1 500 mineurs en conteneurs, et le foyer des femmes, installé dans le centre de jour Jules-

Ferry.

Jean Aribaud, ex-préfet du Nord, et Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la pauvreté, devraient remettre ces jours-ci un rapport au ministère de l'intérieur pour lui suggérer quelles structures devraient être construites pour éviter de nouvelles « jungles ». Auteurs d'une première étude en 2015 sur le Calaisis, tous deux s'étaient vu priés de ne pas suggérer la création de structures d'accueil près du littoral.

Dans la droite ligne de cet impératif et selon plusieurs sources, l'hypothèse d'un déménagement des conteneurs du CAP plus au sud dans les terres est aujourd'hui sérieusement étudiée. Même si la résistance au départ vers d'autres régions de France et la persistance du rêve britannique – malgré le Brexit – font douter de la fin de l'attrait du Calais.

Maryline Baumard ■

par Maryline Baumard



Morts en Méditerranée : « Le bilan le plus élevé jamais enregistré »

Vingt-neuf migrants ont été retrouvés morts en Méditerranée dans la nuit de mardi à mercredi 26 octobre. « *Nous pouvons confirmer qu'au moins 3 800 personnes ont péri ou ont disparu en mer Méditerranée depuis le début de l'année 2016, soit le bilan le plus élevé jamais enregistré* », a déclaré William Spindler, porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés. Pour l'ensemble de l'année 2015, le bilan avait été de 3 771 morts. ■



DIVERS

service des démineurs : réorganisation explosive

La fin de l'arrachage des pommes de terre en Haute-Somme et en Santerre s'accompagne d'une récolte aussi étrange qu'inquiétante. Les derniers démineurs d'Amiens font la tournée des fermes dans les villages les plus reculés de l'est de la Somme pour ramasser les obus et grenades de 14-18 remontant encore et toujours des labours. Parce que la guerre continue de dégueuler ses engins de mort, d'ailleurs pour cinq longs siècles, selon les spécialistes. « Tous les jours en plaine on en ramasse », soupire ainsi l'agriculteur Xavier Vandendriesche, installé à Courcellette (Somme). Les usines agroalimentaires, les féculeries et les sucreries du secteur, retrouvent aussi dans leur chaîne de fabrication quantité de morceaux de cet arsenal mortel. Il peut même arriver qu'une grenade centenaire finisse dans un sac de pommes de terre, comme récemment en Isère. Jeudi 27 octobre au matin, les deux démineurs sont attendus dans trois villages. À Estrées-Deniécourt, l'employée communale les accompagne dans la cour de quatre fermes successives. Une douzaine de

grenades et deux obus sont rassemblés à l'arrière d'un premier hangar. Les professionnels les récupèrent délicatement pour les placer à l'arrière de leur véhicule. « Vous venez chercher les bonbons », s'amuse l'agriculteur, pour entretenir une atmosphère décontractée avec ses visiteurs qu'il connaît depuis des années. La quantité de munitions est moins importante que les années précédentes. « Tout dépend des parcelles exploitées », explique encore le cultivateur. Qui raconte qu'il y a huit jours en semant du blé, sa rotative s'est arrêtée juste avant que la herse n'accroche un obus. Placé au bord de la D 164 à un endroit connu des démineurs, ceux-ci l'ont cueilli dans la foulée. À l'arrière de la troisième ferme toute proche, « il y a quand même du lourd », énonce l'employée communale. Les démineurs font le décompte : 29 grenades, plusieurs obus dont un allemand de 43 kilos, un petit perforant de 37 millimètres et beaucoup de caffuts, le nom donné aux obus vides. « On va perdre un service de proximité » Gérard Guillemont, maire d'Estrées-Deniécourt

Tout l'armement récolté est transporté dans l'après-midi à Vimy dans le Pas-de-Calais, où il sera détruit. Ces kilos de munitions constituent une journée ordinaire des derniers démineurs d'Amiens mutés à la fin de l'année, après leurs premiers collègues l'été dernier. « Avec la fermeture d'Amiens, on va perdre un service de proximité. Les distances et les délais seront inévitablement rallongés avec les démineurs de Laon », déplore le maire d'Estrées-Deniécourt, Gérard Guillemont, qui regrette aussi le manque d'information officielle. Il est notoire que des centaines de kilos d'explosifs dorment sous terre, dans les environs des anciennes lignes de front. Le chantier du canal Seine-Nord risque de réserver son lot de surprises. Sept tonnes de munitions avaient été trouvées lors des deux ans de fouilles préventives. Chaque coup de tractopelle pourrait donc faire émerger un obus de la grande boucherie. L'obus qui dormait plusieurs jours au bord de la route, y restera-t-il à l'avenir plusieurs semaines ? NICOLAS TOTET ■



« Une modernisation du service » qui laisse sceptique

Dans le contexte des attentats et des menaces terroristes, les démineurs des grandes villes, des centres comme Versailles, et des aéroports, sont actuellement débordés par les interventions pour colis suspects. Un phénomène qui se produit parfois dans les gares d'Amiens, du sud de l'Oise et à l'aéroport de Beauvais. Dans la Somme, les démineurs sont avant tout accaparés par le ramassage des munitions et donc la dépollution du territoire. Récemment, le vice-président des Hauts-de-France, Gérald Darmanin, a écrit au ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, pour s'inquiéter de

l'allongement des délais d'intervention en particulier dans les gares du sud Oise. Les démineurs de Roissy Charles-de-Gaulle s'occuperaient de l'aéroport de Beauvais, selon les réponses fournies par Bernard Cazeneuve, après la lettre d'inquiétudes de début 2016 de la sénatrice-maire de Beauvais, Caroline Cayeux. « Le projet de fermeture du centre interdépartemental de déminage d'Amiens (...) s'inscrit dans une démarche plus globale de réorganisation, de modernisation et de mutualisation », lui a écrit le 29 mars 2016 le ministre de l'Intérieur. Qui annonçait alors que 36 personnels,

dont 30 démineurs, « rejoindront le service du déminage en 2016 et 2017 ». « Le projet de modernisation du service prévoit le maintien et le confortement des sites de Roissy, de Laon/Crépy, d'Arras et de Lille, qui seront susceptibles d'intervenir dans votre département (de l'Oise) » concluait le ministre. La garantie d'efficacité de la nouvelle organisation restera à prouver quand il s'agira d'intervenir dans un endroit de la Somme ou de l'Oise, pour des démineurs basés dans l'Aisne. ■



POLITIQUE NATIONALE

Pour son étape armentéroise, Bruno Le Maire passe de l'usine au café

PAR CHRISTELLE JEUDY
armentieres@lavoixdunord.fr
armentières. 15 h 30 devant Beck-Crespel, une voiture se gare sur le parking : au volant, Bruno Le Maire. S'il est arrivé en train dans la région, le candidat Les Républicains à la primaire de la droite et du centre a conduit jusqu'à Armentières. « Ça le détend », dit son entourage. « Salut Hugues, salut Karine ! », lance l'ancien ministre de l'Agriculture au couple Charbonnier, les patrons de l'usine. Le député de l'Eure est en terrain de connaissance, entouré aussi de ses soutiens locaux, le maire de Verlinghem, Jacques Houssin, et le conseiller départemental, Michel Plouy. La visite commence. Bruno Le Maire découvre l'entreprise, son histoire, chiffre d'affaires, effectifs, etc. Il s'interroge, « comment faire de la

boulonnerie encore rentable en 2016? », veut en savoir plus sur les concurrents, le coût du travail. Le couple Charbonnier parle « des charges et du monopole syndical ». Bruno Le Maire réagit, « il faut changer de modèle », et se dit opposé aux « syndicats politiques ». Dans les ateliers, il discute avec les salariés et explique être venu à Armentières car il « adore le Nord. Une partie de ma famille paternelle est née à Lille ». Mais pourquoi Beck-Crespel? « Cette usine est un symbole d'une industrie française qui a encore un avenir », assure-t-il. Bien sûr, on lui pose quelques questions sur la primaire, les sondages qui le donnent au coude-à-coude avec François Fillon, mais loin derrière Alain Juppé. Il sourit. « J'ai un socle très solide, il faut créer un élan et ça se fait dans les

derniers jours. » Cette primaire, il est convaincu de la gagner. Bruno Le Maire le redit plus tard, dans le centre-ville. À la Boîte Defer, il demande au disquaire et président de l'union des commerçants : « Vous viendrez avec votre musique à ma soirée de victoire ? » Puis entre au café Le Sporting sous les bravos. Aux militants, il parle de ses priorités, « justice, police, gendarmerie, forces armées, la solidarité et pas le tout social ». Mais aussi personnel hospitalier, « il est hors de question de le réduire, regardez le programme de mes concurrents ! » Bruno Le Maire plaide pour « le renouvellement » en politique, pour redonner « de l'optimisme aux Français ». Et il y croit, « tout est possible ». ■



Le ni-ni à deux vitesses de Sarkozy

Le ni-ni, c'est fini ? Hier matin, Nicolas Sarkozy semble avoir quelque peu infléchi sa doctrine concernant le « ni PS ni FN » en cas de duel au second tour. Interrogé sur BFMTV et RMC, l'ancien chef de l'Etat a reconnu que si le deuxième tour de l'élection présidentielle opposait François Hollande à Marine Le Pen, il mettrait en effet son bulletin pour le président sortant. Mais « pas de gaité de cœur », a-t-il quand même tenu à préciser. C'est peu dire que ses déclarations sèment le doute, alors que le parti s'est, à de nombreuses reprises, divisé sur le sujet. « Ça demande au minimum une clarification », précise Gilles Boyer, le directeur de campagne d'Alain Juppé.

Le signe d'une fragilité dans sa campagne ?

En marge de son déplacement dans la cité phocéenne, le maire de Bordeaux a refusé de s'engouffrer dans la polémique, lui qui par le passé avait évoqué sa préférence pour le vote PS dans un tel cas de figure... contrairement à Sarkozy. « Il fait ce qu'il veut. Moi, je vais tout faire pour que ce duel n'ait pas lieu. Comme ça le problème ne se posera pas », élude-t-il. Une précaution de langage dont ne s'embarrasse pas Jean-Pierre Raffarin, présent à ses côtés.

L'ancien Premier ministre y voit plutôt le signe d'une fragilité dans la campagne de Nicolas Sarkozy : « Les changements de stratégie en cours de campagne sont toujours très dangereux. Je pense qu'il est en train de chercher une issue à l'impasse de la

logique droitière dans laquelle il s'est engagé », cingle-t-il en privé.

« Ce n'est ni un changement ni un reniement », défend Gérard Darmanin, directeur de campagne de Nicolas Sarkozy : « Le ni-ni s'applique pour les élections locales, où les enjeux sont bien différents d'une présidentielle. Il a toujours considéré que Marine Le Pen était une menace pour la République. Donc il faut lui faire barrage si elle venait à prendre le pouvoir », argumente le maire de Tourcoing (Nord). Hier soir, dans les rues de Marseille (Bouches-du-Rhône), l'ancien chef de l'Etat a préféré ironiser : « Ne vous inquiétez pas. On n'est pas parti pour avoir ce cas de figure », moque-t-il sur l'hypothèse d'un duel Hollande-Le Pen en 2017, rappelant au passage la cote de confiance de son successeur à l'Elysée : « 4 %, c'est ça ? » ■

par O.b.



FRANCE

Le FN fait le ménage dans ses fédérations

En vue de 2017, le parti a procédé au remplacement des deux tiers de ses cadres départementaux en deux ans

Jean-Lin Lacapelle, le secrétaire national chargé des fédérations au Front national, a gagné un surnom qui le fait sourire : « le nettoyeur ». Il faut dire que l'homme doit remodeler l'appareil frontiste, ce qui passe par un certain nombre de mises à l'écart parmi les cadres du parti. Depuis le début de l'année, ce sont 24 nouveaux secrétaires départementaux – les préfets du FN – qui ont été nommés. En 2015, déjà, 37 d'entre eux avaient été remplacés. De quoi modifier profondément, en moins de deux ans, le visage du parti d'extrême droite dans les départements.

Selon un membre du bureau politique – qui a un peu de bouteille –, un tel renouvellement est inédit depuis l'époque de Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du FN dans les années 1980. Un grand ménage mené dans la perspective de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2017, à l'occasion desquelles Marine Le Pen espère compter sur des troupes mobilisées... et à la fidélité irréprochable. Avant l'été, un haut dirigeant du FN confiait : « L'appareil n'est pas assez mariniste, en particulier dans l'Ouest... »

Le poste des secrétaires départementaux n'a rien d'anodin. Comme l'explique Nicolas Bay, actuel secrétaire général du parti, ils sont les « porte-parole politiques » et les « organisateurs » de la formation lepéniste. Ils maintiennent le contact avec la presse locale, animent les fédérations et soumettent à la direction des listes de candidats pour les

différents scrutins. « Nous sommes attentifs à ce qu'ils soient garants de la ligne du mouvement et de la candidature de Marine », explique M. Bay. Gare, donc, aux sorties de route. « Il y a des gens qui ne sont pas au niveau, d'autres qui ont trop d'ancienneté », assure Jean-Lin Lacapelle.

« Ni purge ni sanction »

Certaines figures historiques, comme Jacques Colombier en Gironde ou Bruno Subtil dans l'Aube, qui tenaient les rênes de leurs fédérations respectives depuis près de trente ans, ont passé la main. Hasard ou nécessité, les deux hommes soutenaient aussi Bruno Gollnisch, porteur d'une ligne politique plus orthodoxe que celle de Marine Le Pen. Point de « purge » pour autant, assure-t-on au FN. « Ce n'est ni de la sanction ni de la purge, je ne suis pas un coupeur de têtes », martèle M. Lacapelle, qui assure de l'autre côté vouloir se battre « contre -l'esprit de chapelle ». Le meilleur moyen de se prémunir contre ce mal reste de réduire le nombre de clochers...

Ce renouvellement massif entre aussi dans la logique de professionnalisation du parti, objectif revendiqué par Mme Le Pen, tout comme l'ancrage local. Des finalités qui relèvent encore de la gageure : selon l'AFP, 28 % des -conseillers municipaux frontistes élus en 2014 ont quitté le Front national ou ont été remplacés. De plus, certaines fédérations tournent au ralenti, voire perdent des militants.

A Nantes, la permanence a baissé le

rideau en juin, faute d'activité. L'organigramme local a été sérieusement chamboulé, avec une dizaine de personnalités privées de responsabilités. Et le responsable local, Samuel Potier, un catholique traditionaliste revendiqué, a quitté ses fonctions, officiellement pour raisons personnelles. Rien à voir avec son pedigree politique ou certains de ses Tweets anti-islam. " Quand j'ai pris mes fonctions, on a discuté de ce compte Twitter et on m'a demandé de faire en sorte qu'il soit plus raisonnable, avance M. Potier, qui était tête de liste en Loire-Atlantique pour les régionales 2015. Mon départ est un vrai choix personnel, et cela n'empêche pas un retour ultérieur. "

D'ici à la fin de l'année, la totalité ou presque des fédérations auront fait l'objet d'un audit. Les adhérents sont reçus individuellement, à leur demande, pour partager leurs doléances, leurs récriminations ou leurs recommandations. Impossible pour les secrétaires départementaux de savoir ce qu'il se dit dans ce cadre. " Il faut de nouveaux responsables qui soient plus réactifs, qui répondent aux exigences de Marine. Il a été demandé par Nanterre - le siège du FN - d'être offensif sur le terrain, de se montrer ", rapporte un secrétaire départemental.

Ce qui explique sans doute la multiplication des manifestations contre les migrants organisées par le parti d'extrême droite depuis quelques semaines. Ainsi que les concours d'adhésion lancés dans les fédéra-

tions.

Le renouvellement décidé par la direction a souvent pour conséquence de voir émerger des profils plus jeunes. Et parfois de susciter l'agacement. " *Quand on a 24-25 ans, on n'a pas forcément la compétence pour faire l'amalgame entre l'ancien et le nouveau. Les militants viennent souvent du vieux moule du parti, note un secrétaire départemental. Il y a une volonté de se séparer du FN old school de la part de certains proches de Marine.* " En clair, de la part du vice-président Florian Philippot, dont la main est vue derrière nombre de nominations.

« On en prend plein la gueule »
« *Mettre un jeune, ça plaît dans les fédérations où il ne se passait rien depuis un moment* », rétorque -Sébastien Chenu, secrétaire départemental du Nord et proche de Marine Le Pen rallié au FN en 2014. Il revendique un besoin de cohérence politique. « *Dans l'Ouest, certains cadres étaient en décalage avec ce qu'est le FN, c'était une secte religieuse refermée sur elle-même. Les convictions religieuses sont importantes, mais nous sommes un mouvement politique, nous faisons de la politique.* »

Les pré-investitures pour les législatives ne manquent pas non plus de

réveiller ces fractures. " *Quand on est catho et membre du FN depuis plus de quatre ou cinq ans, on en prend plein la gueule, s'agace un conseiller régional. Nous perdons des cadres car on préfère faire du nouveau, mais il faut traiter les gens qui tiennent la baraque depuis des années.* " Une querelle qui risque d'accompagner le FN encore un certain temps.

Olivier Faye, avec Yan Gauchard, (Nantes, correspondant) ■

par Olivier Faye, Avec Yan Gauchard, (Nantes, Correspondant)



Marseille : vent de fronde à l'extrême droite contre Ravier

Quatre adjoints dont les deux premiers de sa mairie, cinq conseillers municipaux sur vingt, six conseillers d'arrondissement sur trente-cinq, un chef de cabinet, une directrice générale des services... La litanie des démissions provoquées à Marseille, en trente mois, par la personnalité et les méthodes du sénateur et maire de secteur FN Stéphane Ravier ne relève plus de l'anecdote. D'autant qu'elle s'accompagne d'une hémorragie de cadres dans le reste des Bouches-du-Rhône, deuxième fédération du parti, dont M. Ravier est le patron.

Par ses mandats conquis en 2014 et son bon contact avec ses électeurs, le maire du 7e secteur de Marseille (151 000 habitants) reste le leader légitime du FN local. Mais sa gestion génère désormais de réelles conséquences. Ainsi, le FN, amputé de quatre élus métropolitains passés chez les non-inscrits, doit perdre son groupe et les moyens qui y sont liés, à la métropole Aix-Marseille Provence. Au conseil municipal du 5 décembre, M. Ravier verra la création d'un groupe d'extrême droite indépendant mené par deux de ses ex-têtes de liste de 2014, Laurent Comas, ancien secrétaire départemental, et Elisabeth Philippe.

" *S'il n'était pas l'un des deux seuls sénateurs du Front, la direction nationale aurait déjà réagi* ", souligne Antoine Maggio, deuxième adjoint, démissionnaire le 14 octobre. Cette jeune pousse FN marchait jusqu'alors avec ambition dans les pas de son mentor. Comme sa mère, Marie Mustachia, nommée première adjointe en 2014. " *C'est un autocrate* ", assurent-ils en chœur. Sans ciller, mère et fils accusent M. Ravier de " *népotisme* ". Sa plus proche adjointe, la conseillère municipale et métropolitaine Sandrine D'Angio, n'est autre que sa nièce.

" Le dictateur nord-phocéen "

A Marseille, la dénonciation de l'autoritarisme du leader FN remonte aux investitures municipales de 2014. Il répondait à l'époque qu'il ne voulait pas " *des Prix Nobel, mais des gens qui s'investiront et deviendront, ici, les cadres du parti* ". Deux ans plus tard, Antoine Maggio, archétype de ces futurs cadres, a rompu et ne l'appelle plus que " *le dictateur nord-phocéen* ".

Le chef du FN local est également attaqué par son camp sur son action politique. " *Je refuse d'assumer en 2020 le bilan de cette mairie qui ne fait rien* ", s'insurge ainsi Marie Mus-

tachia. Pour preuve, l'ex-adjointe au budget rappelle que le 7e secteur a rendu 500 000 euros des 4,8 millions attribués par la mairie centrale en 2015.

" *Comment M. Ravier peut-il voter le pacte de gouvernance d'Aix-Marseille métropole avec la droite alors que le FN est opposé à cette métropole?* ", s'étonne à son tour Elisabeth Philippe. Cette historique du Front se dit aussi « *choquée de voir le maire FN laisser s'installer deux nouvelles mosquées sur son secteur* ». " *Nous trahissons nos promesses de campagne* ", rage-t-elle.

Alors que le secrétaire général adjoint du FN, Jean-Lin Lacapelle, est annoncé dans la 12e circonscription des Bouches-du-Rhône et que certains voient en Gilbert Collard, Marseillais de naissance et député, une solution pour apaiser la fédération, M. Ravier ne change pas de cap. Pour lui, les critiques sont " *des paroles d'amoureux éconduits* ".

Gilles Rof (Marseille, correspondance) ■

par Gilles Rof (Marseille, Correspondance)



VIE DES RÉGIONS

Qualité de vie : c'est comment, dans les Hauts-de-France ?

Par Alice Bonvoisin abonvoisin@lavoixdunord.fr Région. - Pourquoi cette étude sur la qualité de vie dans les Hauts-de-France ? « Nous avons déjà réalisé des enquêtes sur le ressenti des habitants par rapport à leurs conditions de vie, mais au niveau national uniquement. La même enquête au niveau régional aurait été trop coûteuse et bien peu représentative... Pour autant, maintenant que nous avons une nouvelle et belle grande région, il est indispensable de l'étudier ! C'est pourquoi nous avons tenté une approche de la qualité de vie dans les Hauts-de-France, rendue possible grâce au croisement des caractéristiques des territoires avec la situation sociale des habitants. En plus de nous baser sur des indicateurs qu'on sait liés à un certain sentiment de bien-être, comme l'accès aux services ou le temps de trajet

pour aller travailler. » - Quelles conclusions avez-vous pu en tirer ? « Cette étude nous a permis de mettre en évidence cinq cadres de vie dans les Hauts-de-France : trois à dominante agricole ou naturelle plus ou moins proches des pôles d'emploi et/ou de services (plus de 90% de la surface régionale, avec 3,5 millions d'habitants : Château-Thierry, Montreuil...) et deux urbains denses ou très denses (8% de la surface régionale, avec 2,6 millions d'habitants : Lille, Amiens, Dunkerque...), avec des situations sociales mixtes. De façon générale, on s'aperçoit que les habitants de la nouvelle grande région rencontrent peu de difficultés à rejoindre leur lieu de travail et à s'équiper pour la vie courante. Néanmoins, ici ou là, des temps de trajets plus longs peuvent peser sur les budgets des ménages en situation d'isolement social, comme à Dou-

lens, Auchel ou Noyon. Autre exemple : les habitants de Cambrai, d'Avesnes-sur-Helpe ou encore d'Abbeville sont certes proches des pôles d'emploi mais présentent des difficultés sociales importantes. » - À qui va servir cette étude ? « À la Région, qui y a également participé. Avec la préparation du schéma régional pour l'égalité des territoires, les élus ont besoin de cibler ceux sur lesquels ils ont intérêt à investir davantage. De même, l'État a entrepris une démarche de schéma d'amélioration de l'accessibilité aux services : où faut-il installer les maisons de santé, privilégier l'équipement en numérique... ? Désormais, c'est à eux de jouer ! » Retrouvez les résultats de l'étude sur insee.fr onglet publications et services. ■

